

**INSTITUT DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT
DU MAGHREB ARABE**

Concours de Recrutement de la 25^{ème} promotion

Dimanche 10 Juillet 2005

Epreuve d'Economie
Durée- 1h 30

Eléments de corrigé

Introduction

- ✓ Positionnement du problème
- ✓ Annonce du plan

I. Evolution du rôle de l'Etat: de l'Etat-gendarme à l'Etat-providence (6 POINTS)

- ✓ Fonction régaliennne qui consiste à assurer le maintien de l'ordre. Le budget de l'Etat était destiné à financer les charges publiques administratives (police, justice et défense) et à répartir cette charge sur les contribuables par le biais du prélèvement des impôts. Ce rôle s'appuie sur un postulat simple qui est celui d'administrer. L'Etat ne doit jamais intervenir dans la sphère de production. (1 POINT)
- ✓ Fonction interventionniste: A l'abstention volontaire se substitua peu à peu une conception interventionniste. La crise des années trente a marqué la fin de cette vision minimaliste. La dépression a montré que l'initiative privée était incapable d'assurer l'équilibre économique et social souhaité par la majorité sociale. L'intervention de l'Etat dans la sphère de la production est apparue inévitable (entreprise publique, banque publique, participation, grands chantiers....) et ce, pour assurer un équilibre macroéconomique stable. Les mécanismes naturels de l'économie ne pouvaient y parvenir seuls. Cette intervention a lieu par le truchement de plusieurs instruments dont on peut citer:
 - La politique budgétaire
 - La politique monétaire
 - La politique des prix et des revenus
 - La politique de change
 - La politique sectorielle
 - La politique sociale

Jusqu'au début des années 80, c'est la politique budgétaire qui dominait l'ensemble des politiques. Les autres instruments jouaient un rôle secondaire. (2 POINTS)
- ✓ Au travers de ces instruments les pouvoirs publics cherchaient à:
 - Assurer les fonctions régaliennes de souveraineté (police justice défense)

- Assurer une stabilisation de l'activité économique en limitant l'impact des chocs conjoncturels.
- Assurer un minimum de justice sociale par le biais d'une politique de redistribution des revenus susceptible de corriger les effets néfastes du jeu du marché (transferts et redistribution). (3 POINTS)

II. Avec les mutations internationales en cours et l'exacerbation des conditions de la concurrence entre les nations, de nouveaux impératifs et contraintes sont apparus mettant cette vision de l'Etat-providence en difficulté. (6 POINTS)

- ✓ L'intervention de l'Etat dans la sphère productive (Etat producteur de biens et services marchands écoulés sur le marché) a entraîné un gonflement du poids de l'Etat(ou du secteur public) dans l'économie et une asphyxie de l'initiative individuelle et privée (effet d'éviction et arbitrage public/privé).
- ✓ La politique de l'Etat-providence est coûteuse. Elle occasionne des ponctions sur les revenus et un alourdissement des charges qui pesant sur les entreprises et les particuliers (hausse des prélèvements fiscaux et sociaux).
- ✓ L'inefficacité des politiques interventionnistes pour lutter contre le problème de la stagflation (instabilité de la courbe de Philips et présence en même temps de l'inflation et du chômage).
- ✓ L'émergence des nouveaux pays industrialisés qui ont ravivé la concurrence à l'échelle internationale. L'ouverture des économies devient un impératif incontournable et la compétitivité une exigence pour la croissance économique des nations.
- ✓ La financiarisation des économies prend de l'ampleur avec le risque de déconnexion entre la sphère réelle et la sphère financiers.

III. De l'Etat providence à l'Etat régulateur et garant de l'initiative privée. (6 POINTS)

- ✓ Nécessité de réduire l'intervention de l'Etat dans le domaine économique afin de réduire son poids et alléger la charge qui pèse sur les agents économiques et assurer l'efficience du système productif grâce notamment à (1 POINTS)
 - Processus de libéralisation interne et externe
 - Processus de privatisation et de désengagement de l'Etat des secteurs concurrentiels et non stratégiques.
 - Réhabilitation des prix dans leurs rôles comme de signaux du marché.
 - Réforme des institutions et des systèmes d'incitation pour soutenir l'investissement et la croissance économique.
 - Création d'institutions nécessaires à la coordination des actions des agents économiques. Les marchés ont besoin pour fonctionner de réglementation dont l'Etat est en dernier ressort garant.
- ✓ Il ne s'agit pas d'atrophier le rôle de l'Etat. Il s'agit plutôt de le remodeler de manière à soutenir l'effort de l'économie pour assurer la compétitivité et la pérennité de la croissance économique. (2 POINTS)
- ✓ Dans ce contexte, on reconnaît toujours à l'Etat deux niveaux d'intervention:
 - L'Etat est garant des externalités (capital humain, éducation, recherche, le savoir, innovation) le libre jeu du marché ne garantit pas l'obtention de l'optimum social. Les agents privés ne prennent pas en compte les effets induits par leurs comportements sur leur

- l'environnement. Le rendement privé étant inférieur au rendement social, on peut alors envisager la possibilité de l'intervention publique.
- L'Etat est fournisseur de biens publics. Les investissements publics concourent à la productivité du privé (infrastructure ...) (3 POINTS)

Il est entendu qu'il sera tenu lors de la correction; de la présentation de la copie, du plan suivi et de l'articulation entre ses différentes parties. **(2POINTS)**